

HAITI ADVOCACY WORKING GROUP (HAWG)

HAWG est un groupe de travail qui réunit des organisations de solidarité internationale, des organisations religieuses, et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et la justice sociale, tous mobilisés sur la politique américaine concernant Haïti.

Rapport HAWG de la semaine de plaidoyer pour Haïti deux ans après le séisme Washington, DC – du 23 au 25 janvier 2012



Rep. Wilson speaks at the Land & Housing Briefing, with speakers Colette Lespinasse & Pierre DouDou.



Marie Ange Noel of Fanm Deside speaks at the GBV Briefing.



Emmania Duchard, KOFIVIV, & Meena Jagannath, IIDH/BAI, rencontrent la Rep. Yvette Clarke à la réception organisée par HAWG.

Aperçu : Le Groupe de Travail pour le Soutien d'Haïti (« Haiti Advocacy Working Group », [HAWG](#)) a aidé à organiser [la commémoration des deux ans du séisme à Haïti](#) au Capitole Hill, du 23 au 25 janvier 2012. Ces rencontres ont permis de mettre en avant la nécessité d'une plus grande transparence en matière d'aide, d'un modèle plus participatif donnant lieu à des partenariats avec la société civile haïtienne, d'un engagement américain plus important pour tenir ses promesses en matière d'aide, d'un soutien plus fort pour le renforcement des capacités des institutions haïtiennes et de prioriser les besoins et les voix des communautés haïtiennes pauvres et marginalisées, dont les communautés des camps de déplacés internes (DI). Au cours de cette semaine, 5 membres du Congrès (les représentants Frederica Wilson, Yvette Clarke, Barbara Lee, Donald Payne et Maxine Waters) ont parrainé 5 séances d'information au Congrès sur les violences sexuelles (GBV en anglais), le choléra, la responsabilité en matière d'aide, le droit foncier et le logement, et la démocratie et la gouvernance. La coalition HAWG a parrainé une réception publique pour Haïti au Capitole, ainsi que la participation de 7 leaders haïtiens de la société civile qui sont venus exprès d'Haïti pour témoigner devant le Congrès. La représentante Lee a aussi parrainé une réunion interne entre ces leaders, des partenaires issus de la diaspora et les dirigeants et sous dirigeants des programmes Haïtiens de l'USAID, le cabinet du coordinateur spécial du département d'Etat américain, le Center for Disease Control (CDC) et l'administration d'Obama.

[Cliquer ici pour voir plus de photos de cette semaine de plaidoyer pour Haïti](#)

Table des matières

Aperçu.....	p. 1
Liste des participants et organisateurs.....	p. 2
Audition sur les violences sexuelles.....	p. 3
Audition sur le choléra.....	p. 4
Audition et documentaire sur la responsabilité en matière d'aide...	p. 4
Audition sur le droit foncier et le logement.....	p. 5
Audition sur la démocratie et la gouvernance.....	p. 7

Evaluation des évènements par HAWG.....	p. 9
Evaluation des évènements par les partenaires haïtiens.....	p. 10
Mesures à prendre pour aller plus loin.....	p. 11
Couverture médiatique et blog.....	p. 11
Profil des panélistes.....	p. 11

Liste des participants et organisateurs

Intervenants et leaders associatifs haïtiens	9	Marie Ange Noel, Fanm Deside Emmania Duchard, KOFAVIV Marguerite Salomon, GCFV Dr. Ralph Ternier, Zanmi Lasante Pierre DouDou, RENHASSA Colette Lespinasse, GARR Antonal Mortime, POHDH Rene Magloire, USIPS, ancien ministre haïtien de la justice Jean Robert Pierre, COZPAM
Intervenants et leaders de la diaspora haïtienne	3	Manolia Charlotin, Reporter haïtienne basée à Boston Dominique Toussaint, Mobilize for Haiti Kysseline Cherestal, ActionAid/UUSC/HAN
Intervenants et membres du Congrès américain	9	Rep's Frederica Wilson (D-17-FL), Yvette Clarke (D-11-NY), Barbara Lee (D-9-CA), Donald Payne (D-10-NJ), Maxine Waters (D-35-CA), John Conyers (D-14-MI), Sheila Jackson-Lee (D-18-TX), Jan Schakowsky (D-9-IL), Dennis Kucinich (D-10-OH)
Intervenants officiels/cabinets	5	Thomas C. Adams, Coordinateur spécial pour Haïti, Département d'Eta Beth Hogan, USAID Haiti Task Team Director Eileen Smith, US State Dept Dr. Jordan Tappero, CDC Health Systems Reconstruction Director Ambassador Eric Goosby, US Global AIDS Coordinator Ambassador Melanne Vermeer's Office, State Dept. Global Women's Issues
Intervenants et spécialistes/experts américains (ONG, milieu académique)	11	Margaret L. Satterthwaite, NYU Dr. Mark Weisbrot, CEPR Dr. Jon Andrus, Pan American Health Organization Mark Schuller, CUNY Ben Smilowitz, Disaster Accountability Project Nicole Lee, TransAfrica Forum Michele Mitchell, News at 11 Brian Concannon, IJDH Michelle Karshan, Li, Li, Li! Read Peter Sollis, Inter-American Development Bank
Les ONG organisatrices	16	ActionAid American Jewish World Service Center for Economic and Policy Research Church World Service Environmental Justice Initiative for Haiti Gender Action Grassroots International Institute for Justice and Democracy in Haiti / Bureau des Avocats Internationaux Li Li Li Read! Mennonite Central Committee

	Oxfam America Partners in Health TransAfrica Forum United Methodist Church, GBCS Unitarian Universalist Service Committee
--	---

Audition sur les violences sexuelles – le 23 janvier 2012

Parrains : les représentantes Barbara Lee, Maxine Waters et Frederica Wilson

Modératrice : Eileen Smith, département d'Etat américain

Intervenants : Marie Ange Noel, Fanm Deside

Emmania Duchard, KOFAVIV

Margaret L. Satterthwaite, NYU

Les intervenants ont confirmé que les conditions de vie dans les camps provisoires de déplacés internes (CDI) restent toujours précaires pour les femmes et jeunes filles. Ils ont parlé des causes du phénomène et ont souligné les solutions possibles au problème. Les camps manquent toujours de lumière, de portes ou d'espaces qui ferment à clé et d'intimité. Les toilettes se trouvent souvent loin des camps. De nombreuses femmes et enfants se retrouvent à la merci d'hommes qui leur procurent de la nourriture et de l'argent. En conséquence, elles souffrent de nombreux abus psychologiques, physiques, sexuels et économiques. Les camps sont dirigés par des comités rassemblant des hommes armés qui abusent de leur pouvoir. Il est difficile de poursuivre les criminels en justice à cause de la discrimination, la peur, l'argent et la nature corrompue et dépassée du système judiciaire. Le manque de formation de la police et des membres de la justice rend les choses encore plus difficiles. Les certificats médicaux faisant suite au viol ne sont pas formellement requis, mais la police prétend qu'ils sont obligatoires et doivent être obtenus sous 72 heures. Mais l'hôpital général est souvent en grève et les autres cabinets médicaux sont souvent trop éloignés, inaccessibles ou fermés, ce qui rend difficile l'obtention de ces certificats. De nombreuses femmes se lassent de la lenteur et de la lourdeur des procédures civiles, en particulier car il n'y a pas d'aide juridique.

Les moyens actuels de prendre en compte les violences sexuelles, non seulement dans les camps, mais à travers le pays, comprennent une nouvelle législation haïtienne portant sur une paternité responsable et un projet de loi global sur la prévention, la criminalisation et l'élimination de la violence faite aux femmes. De plus, un comité parlementaire a été créé pour réformer le système pénal et judiciaire car les codes civils datent de 1835. L'éducation sur les violences sexuelles et la défense des femmes doivent continuer à tous les niveaux. La représentante Frederica Wilson a exprimé la nécessité d'inclure les hommes dans cette lutte. Au cours de l'audition, la représentante Wilson a aussi annoncé l'introduction de la H.R.521, une résolution qui comprend des recommandations tirées de sa consultation avec HAWG et nos partenaires haïtiens. Cinquante membres du Congrès l'ont initialement coparrainé, et la sénatrice Kirsten Gillibrand a introduit un projet de loi complémentaire, S.352.

Citations des intervenants

« Les violences sexuelles vont au delà du viol. Il y a aussi beaucoup de violence conjugale. Les femmes battues doivent aussi être incluses dans la catégorie des violences sexuelles. » - Marie Ange Noel, Coordinatrice, FANM DESIDE (Women Decide).

« Une fillette de 5 ans a été récemment violée par un homme de 24 ans. Dans les camps, il était protégé; le juge a décidé de le laisser partir. KOFAVIV et ses avocats partenaires ont du faire pression pour que le criminel soit à nouveau arrêté... Le système judiciaire est corrompu—si vous n'avez pas d'argent, il n'y a pas de justice. » - Emmanina Duchard, KOFAVIV (Commission des femmes victimes en faveur des victimes).

Au sujet d'une étude récente, « Les femmes utilisant les latrines et douches les plus éloignées couraient deux fois plus de risques d'être violées. » - Margaret Satterthwaite, Directrice, Center for Human Rights and Global Justice at NYU Law School.

[Cliquer ici pour lire les recommandations HAWG sur les violences sexuelles](#)

Audition sur le choléra – le 24 janvier 2012

Parrains : Les représentants Yvette Clark, Donald Payne, Lee, Wilson and Waters

Intervenants : Eric Goosby, Ambassadeur

Docteur Ralph Ternier, Zanmi Lasante/ Partners in Health

Docteur Jordan Tappero, Centers for Disease Control and Prevention

Docteur Mark Weisbrot, CEPR

Docteur Jon Andrus, the Pan American Health Organization

Les panélistes ont affirmé que le choléra en Haïti est toujours un problème grave, avec plus de 7000 morts confirmées dues à la maladie et quelque 500 000 cas d'infections documentées. Il s'agit de l'épidémie la plus importante au monde à l'heure actuelle. L'ONU continue de nier sa responsabilité directe pour avoir causé l'épidémie à Haïti, malgré les tests successifs menés par de nombreuses organisations qui montrent que cette souche est liée aux casques bleus népalais. Une campagne de vaccination et d'éducation a été mise en place en collaboration avec le gouvernement haïtien, ainsi que la construction d'infrastructures et la formation du personnel médical. Le choléra met en danger le développement économique aux Caraïbes en raison de la fréquence et de la facilité des déplacements géographiques. Le choléra a déjà fait 400 morts en République Dominicaine et 21 000 personnes ont été infectées. Il faut coordonner les efforts, pour que les interventions et programmes soient complémentaires.

Citation d'un intervenant :

« Les capacités et l'infrastructure sont l'épine dorsale d'un développement durable de la santé. » - Docteur Jon Andrus, directeur adjoint de l'organisation panaméricaine de la santé, bureau régional pour les Amériques.

[Cliquer ici pour en apprendre plus sur le travail de Zanmi Lasante pour lutter contre le choléra](#)

Audition et documentaire sur la responsabilité en matière d'aide – le 24 janvier 2012

Parrains : Les représentants Clarke, Lee and Payne

Intervenants : Mark Schuller, CUNY

Manolia Charlotin, Reporter haïtienne basé à Boston

Ben Smilowitz, Disaster Accountability Project

Nicole Lee, TransAfrica Forum

Mark Weisbot, Center for Economic and Policy Research

Michele Mitchell, News at 11

La projection du documentaire « Où est passé l'argent? » a été parrainée par la représentante Yvette Clarke et s'est faite séparément, sous l'égide de TransAfrica Forum et CEPR, et non par le HAWG. Le documentaire a traité de la responsabilité et transparence en matière d'aide, à la suite du tremblement de terre en Haïti. Des millions de dollars ont été rapidement promis pour venir en aide au pays après le séisme, mais malheureusement toute cette aide n'a pas été utilisée de la façon prévue par les donateurs.

L'adoption au Sénat de la loi sur l'évaluation des progrès, S. 1576, et la réforme sur l'attribution des marchés au sein d'USAID font partie des opportunités futures qui permettraient d'améliorer la responsabilité de l'aide américaine en Haïti.

[Cliquer ici pour voir la vidéo de la discussion qui a suivi la projection du documentaire "Où est passé l'argent?"](#)

[Cliquer ici pour lire le compte rendu HAWG sur la loi sur l'évaluation des progrès à Haïti, S. 1576](#)

Audition sur le droit foncier et le logement – le 24 janvier 2012

Parrains : Les représentants Lee, Wilson, Clark, Payne and Waters

Modérateur : Brian Concannon, IJDH

Intervenant : Pierre DouDou, RENHASSA

Colette Lespinasse, GARR

Antonal Mortime, POHDH

Dominique Toussaint, Mobilize for Haiti

Michelle Karshan, Alternative Chance

Les panélistes ont fait le lien entre l'absence d'un plan national de logement et l'absence d'une réforme agraire pourtant nécessaire, comprenant la protection des terres agricoles dans des lieux décentralisés. Le plan 6/16 de relogement de Martelly pour relocaliser 6 camps dans 16 quartiers a été critiqué. Les panélistes ont affirmé que ce plan ne représente pas un programme global de logement et que seulement 5% des DI—une communauté comprenant plus d'un demi million de personnes—seraient concernés. Plusieurs intervenants ont conclu sur la nécessité de concevoir une nouvelle stratégie concertée pour reloger toute cette population, plus d'un demi million de DI, de mieux évaluer les réalités des Haïtiens déplacés à travers le pays pour ainsi comprendre les besoins encore plus importants de ceux qui ont quittés les CDI, et d'exiger des donateurs américains et internationaux qu'ils honorent leur engagements en matière de logement et soutiennent les efforts du gouvernement Haïtien en matière de réforme agraire.

Pierre DouDou s'est exprimé sur les violations des droits fonciers qui touchent les paysans à travers le pays, en illustrant la façon dont le système du cadastre est depuis longtemps une source de conflit. Il a cité certains des massacres qui ont eut lieu dans le but de déposséder les paysans de leurs terres, comme par exemple le massacre d'Artibonite qui avait causé la mort de 139 paysans dans les années 80. L'absence de titres officiels et le manque d'accès à la terre pour les paysans, dû en grande partie aux intérêts et au pouvoir des grands propriétaires et des gouvernements locaux corrompus, a contribué à la perte de terres pour les populations rurales. A l'heure actuelle, le gouvernement Haïtien dépense seulement 3% de son budget pour le développement agricole, dont

un pourcentage encore plus faible est dédié aux cultures de base et au développement durable pour ces communautés paysannes. La déforestation, l'érosion des sols et autres dégradations ont contribué à une diminution des terres agricoles arables pour la production. Pour cette raison, les terres sur lesquelles seront construit le Northern Industrial Park représentent une perte considérable. Il s'agit de terres agricoles qui sont parmi les plus riches du pays et qui ne seront désormais plus exploitées. Les paysans de cette localité ont été déplacés, ce qui constitue une grave violation des droits de l'homme.

Les panélistes ont aussi discuté du problème actuel des expulsions forcées dans les camps et du fait que le Président Martelly n'a toujours pas dénoncé publiquement ces pratiques. Au moins 2 des 6 camps concernés par son plan font déjà face à des expulsions. Les expulsions sont contraires à la Constitution haïtienne et aux paramètres légaux. Cependant, des initiatives légales et issues de la société civile, comme par exemple l'association BAI, voient le jour pour lutter contre ses expulsions et assister les victimes, notamment sous forme de conseils juridiques. Les panélistes encouragent fortement les officiels américains et les membres du Congrès à prendre la parole contre les expulsions forcées et à inclure la protection contre les expulsions dans ces programmes de logements.

Un leader de la Diaspora, Toussaint Dominique, a exprimé le besoin de logements décentralisés à travers le pays et l'engagement du gouvernement haïtien de construire/financer 100 000 logements pour répondre non seulement aux besoins des populations dans les camps de DI dans la zone PAP, mais aussi des Haïtiens déplacés à travers le pays.

La représentante Barbara Lee s'est exprimée en faveur de la loi sur 'l'évaluation des progrès à Haïti' et a encouragé les ONG à aider à ce qu'elle soit adoptée au Sénat, pour une plus grande responsabilité quant au programme américain de logement.

Citation de l'intervenant :

“(La décision de construire le Northern Industrial Park sur des terres agraires) est une grave violation des droits de l'homme. Les gens doivent en premier lieu avoir accès à la terre pour pouvoir produire. A Haïti, plus de 90% des paysans n'ont pas accès aux terres.” – Pierre DouDou, Coordinateur de la Coalition nationale haïtienne pour la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire (RENHASSA).

[Cliquer ici pour lire les recommandations HAWG sur le droit foncier et le logement](#)

Audition sur la démocratie et la gouvernance – le 25 janvier 2012

Parrains : Les représentantes Maxine Waters et Barbara Lee

Modératrice : La représentante Maxine Waters

Intervenants : Thomas C. Adams, Coordinateur spécial pour Haïti, département d'Etat américain

Rene Magloire, USIPS, ancien Ministre Haïtien de la Justice

Brian Concannon, Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH)

Mark Weisbrot, Center for Economic and Policy Research (CEPR)

Marguerite Salomon, Groupe Concertation des Femmes Victimes (GCFV)

Peter Sollis, Banque Interaméricaine de Développement

Michelle Karshan, Alternative Chance

Les intervenants ont confirmé que le manque historique de gouvernance en Haïti reste un problème à l'heure actuelle qui nuit aux efforts de reconstruction. La société civile, ainsi que le gouvernement, ont besoin d'aide pour renforcer leurs capacités. Le système d'Etat de droit est dépassé, corrompu et désorganisé, et c'est un point essentiel de la réforme de l'administration Martelly. Les contrats des marchés américains sont pour l'essentiel attribués à des entreprises américaines plutôt qu'à des compagnies haïtiennes, ce qui pourtant aiderait à la reprise économique. En fait, la représentante Waters a directement demandé à Adams de trouver ou de créer une base de données des compagnies haïtiennes et de travailler avec elles.

Après avoir changé de salle—la première étant trop petite pour accueillir le large public—Waters a initié le débat avec les mots suivants, “Des institutions démocratiques efficaces et une infrastructure gouvernementale stable sont cruciaux pour le développement d'Haïti.” Adams a exprimé son accord, mentionnant un rapport RAND qui pointe le problème du défaut de gouvernance en Haïti. Il a dit que 80% des fonctionnaires haïtiens sont des fantômes ou bien ne vont au travail qu'une fois par mois. En matière de responsabilité, Mark Weisbord, de CEPR, a mis l'accent sur le problème de l'attribution des marchés et de l'approvisionnement, en notant que 82% de tous les contrats du gouvernement américains avaient été attribués à des compagnies privées américaines et non pas à des entités haïtiennes. Waters a aussi interrogé Peter Sollis, de la banque interaméricaine de développement, sur la concertation avec le Gouvernement Haïtien avant la mise en œuvre des programmes d'aide.

Marguerite Salomon, de l'organisation des femmes, GCFV, a souligné qu'après le séisme, de nombreux groupes de femmes ont perdu de leur pouvoir, tournant toute leur attention sur les besoins les plus pressants, tels la nourriture, la sécurité et la santé. Elle a aussi décrit la situation déplorable des femmes et jeunes filles vivant dans les camps. Le taux élevé d'abus sexuel a donné lieu à de nombreuses grossesses dans les camps. Salomon a aussi parlé de la nécessité de mieux soutenir les femmes pour qu'elles assument un rôle économique plus important non seulement dans leurs propres vies mais aussi dans le développement global du pays.

L'Etat de droit est un autre point qui a été discuté, et les problèmes du système judiciaire ont été soulignés. Brian Concannon, de IJDH, Rene Magloire, de USIPS, et l'ancien ministre haïtien de la justice, ont parlé de la lenteur des procédures, des textes de loi confus, du dysfonctionnement de la chaîne pénale, des problèmes de la détention avant jugement, et de la corruption généralisée qui ronge le système. A cause d'une mauvaise organisation et d'un manque d'archives, les juges et procureurs ne savent pas combien de procès ont eu lieu dans leur juridiction, ni quel est le nombre des détenus. L'Etat de droit est un des axes majeurs du Président Martelly pour l'amélioration générale du système.

Magloire a aussi insisté sur 3 lois haïtiennes existantes qui ont besoin d'être appliquées plus fermement et soutenues par les gouvernements haïtiens et américains. Elles comprennent 1) la loi portant sur le conseil juridique supérieur 2) la loi sur le statut des juges et 3) la loi sur l'école de magistrature. Il a reconnu la difficulté d'application des lois car plusieurs postes étaient restés vacants au sein du gouvernement, mais a déclaré qu'il était permis d'espérer car ces postes ont été pourvus il y a deux mois. Magloire a aussi déclaré que le Président Martelly avait récemment établi une commission pour la réforme judiciaire, dont Magloire est le vice-président. Son mandat est 1) d'étudier et de préparer les initiatives de réforme judiciaire; 2) d'étudier le système judiciaire; 3) d'étudier les codes juridiques; et 4) de travailler sur les règlements liés aux codes juridiques. A ce titre, Magloire a identifié trois problèmes qui exigent une attention immédiate, et demandé le

soutien du gouvernement américain pour renforcer les capacités du gouvernement haïtien dans ces domaines: 1) la détention prolongée avant procès, 2) la lutte contre l'impunité, et 3) la lutte contre la corruption.

Pour mieux comprendre la structure politique et économique d'Haïti, Michelle Karshan a donné un aperçu de l'élite riche haïtienne/la classe des affaires et son rôle dans le maintien d'un système inégal, le contrôle des monopoles, du commerce, des forces de sécurité et du gouvernement, et aussi la façon dont la classe des affaires tire parti des désastres naturels et de l'occupation. Karshan a aussi salué les nombreux membres de l'élite qui se sont battus pour la démocratie et la justice, tout en notant que beaucoup d'entre eux avaient été torturés, emprisonnés ou exécutés sous le régime Duvalier. Elle a aussi discuté de la relation de l'élite avec les multinationales, la communauté internationale et a remercié les organisateurs de ces trois journées consacrées à Haïti pour avoir fait participer des militants des droits de l'homme et leaders associatifs haïtiens. Karshan et d'autres panélistes, tels que Mark Weisbrot et Brian Concannon ont aussi suggéré qu'il fallait renforcer le gouvernement haïtien et ses capacités et ont appelé à travailler conformément à la Constitution haïtienne de 1987, qui est respectueuse de la démocratie et des droits de l'homme, permet la participation de la majorité des citoyens et indique clairement les responsabilités de chacune des branches du gouvernement.

Citations des intervenants :

« Après le séisme, beaucoup de groupes de femmes ont été affaiblies. Les femmes ne pouvaient plus participer aux activités de la même manière, car il fallait s'occuper des problèmes les plus pressants liés à la santé, la sécurité, la nourriture, etc.... Nous demandons à tous ceux qui ont les moyens de renforcer les capacités du gouvernement haïtien de renforcer aussi les capacités de la société civile. » - Marguerite Solomon, Directrice de GCFV (Groupe Concertation des Femmes Victimes or Consultation Group for Women Victims).

« Cette commission (sur la réforme de la justice) aura une tâche à la fois délicate et cruciale. Il est important de noter que ces codes ne seront d'aucune utilité s'ils ne sont pas accompagnés d'une réforme administrative du système judiciaire. » - Rene Magloire, USIPS, ancien ministre de la justice

« On ne peut pas avoir une démocratie qui fonctionne sans un bon système de justice pénale. » - Rep. Waters.

[Cliquer ici pour lire les recommandations HAWG sur les institutions financières internationales](#)

[Cliquer ici pour lire les recommandations HAWG sur l'attribution des marchés par USAID](#)

Evaluation du programme par le HAWG

Dans l'ensemble, le HAWG est heureux du succès des événements cette semaine, de la participation importante et du degré d'engagement des membres du Congrès, des fonctionnaires du gouvernement américain, et des participants en général. Les partenaires haïtiens semblaient satisfaits des activités et ont été heureux de voir que l'on s'intéressait à Haïti. De même, les partenaires de la diaspora semblaient satisfaits et un grand nombre d'entre eux ont assisté à des séances d'information et à la réception. Parmi les difficultés, on retiendra le fait de ne pas avoir réussi à rencontrer directement l'ambassadeur Verveer et une réunion interne de nature trop précipitée qui a limité le dialogue avec les responsables américains de l'USAID, de l'Etat, du CDC et de l'administration Obama même si cette dernière représente un premier bon pas.)

Meilleures pratiques :

- Embaucher Salena Tramel en tant que coordonnatrice des activités et son logement à l'hôtel avec la délégation.
- La création d'un sous-comité HAWG de planification des 2 ans, présidé par Elise Young, pour administrer le processus.
- Collaborer avec les 5 bureaux au Congrès de Wilson, Clarke, Lee, Payne et Waters.
- Le choix et le nombre des intervenants, avec des compétences variées et venant de régions différentes.
- Avoir la réception dans la capitale, accessible à la fois aux membres de la Chambre et du Sénat, avec un repas chaud.
- Changer le format de l'année dernière et passer d'une journée de lobbying à des journées mêlant à la fois des séances d'information et des réunions internes.
- La création d'un site web du HAWG pour plus d'informations sur le programme des événements: <http://haitiadvocacy.files.wordpress.com>.
- L'embauche de traducteurs pour traduire des documents clés en français et / ou en créole. La clé est d'avoir 2 interprètes.
- Embaucher des coordinateurs pour les relations aux médias, rédiger des communiqués de presse et assurer la liaison avec les ONG et membres du Congrès.
- Organiser des repas pour les partenaires haïtiens et ainsi leur donner le temps de mieux connaître HAWG.
- La décision de ne pas avoir de conférence de presse officielle, car cela aurait été un problème en ayant lieu au même moment que le discours présidentiel d'Obama?
 - La liaison avec les médias a bien démarré avec un coordinateur particulier, bien qu'une sensibilisation plus importante soit nécessaire pour l'avenir. La traduction de documents en français /créole est un élément clé.

Les leçons tirées :

- Démarrer la semaine plus tôt, pour avoir le temps de préparer les intervenants, et mieux travailler avec les interprètes, mieux aider les participants à s'orienter en ville. Inclure une formation sur la façon de conduire des réunions internes à Washington, DC.
- Réserver des salles plus grandes pour les auditions dans le futur. Plusieurs personnes n'ont pu assister à une session.
- Choisir des experts en politique pour la traduction orale ou bien donner aux interprètes des documents pertinents à l'avance et/ou organiser une rencontre de préparation entre les interprètes et les intervenants.
- Pour les réunions internes avec les fonctionnaires américains, avoir des groupes de la délégation de nombre plus réduit, et rencontrer les fonctionnaires individuellement. Organiser des réunions de suivi pour plus d'informations.
- Inviter plus de membres de la diaspora à rejoindre HAWG et aider à renforcer leur capacités.
- Organiser plus de rencontres entre les membres du HAWG et les partenaires à Washington.
- Rechercher peut-être à filmer les sessions dans le futur, et/ou offrir "Simulcast" sur le web.
- Avoir plus de documents, particulièrement des traductions en Français, prêts à l'avance et envoyés aux partenaires.
- Inclure la question "Comment avez-vous entendu parlé de cet événement?" sur la feuille d'inscription pour évaluer les efforts en matière de publicité.
- Mieux promouvoir le site Web du HAWG et écrire des blogs sur les activités.

- Inviter les partenaires bien à l'avance, mais expliquer que cette invitation dépend de l'approbation du Congrès.
- Démarrer le travail de coordination avec les médias plus tôt pour avoir une meilleure réponse.
- Prévoir plus de temps libre pour que les partenaires puissent se relaxer/visiter la ville/faire du shopping, car pour certains, c'est la première fois qu'ils se rendent à Washington.
- Un meilleur protocole pour gérer le temps alloué aux intervenants est nécessaire.

Evaluation des activités par les partenaires haïtiens

Les partenaires ont estimé que les activités de plaidoyer de la semaine se sont bien déroulées, ont suscité beaucoup d'intérêt et démontré la force de mobilisation du HAWG. Les événements ont bien été planifiés, y compris d'hébergement, la nourriture et le transport. Les participants ont apprécié l'embauche de Salena par HAWG et le fait qu'elle soit logée au même hôtel qu'eux. Les participants ont apprécié la participation de nombreux membres du Congrès qui ont assisté aux sessions, et ont été surpris de constater qu'ils étaient respectés aux États-Unis, contrairement à Haïti.

Les participants ont apprécié l'orientation, mais préconise une orientation plus importante à l'avenir. Ils ont trouvé que les événements se sont déroulés très rapidement au cours de la semaine. Leur invitation à participer au plaidoyer est arrivée tardivement, et ils ont manqué de temps pour se préparer. Le groupe a reconnu que cela était en partie due aux nombreuses activités du Congrès et suggère de donner un avis plus avancé la prochaine fois, même si les invitations officielles ne sont confirmées qu'au dernier moment. Les partenaires recommandent que HAWG les consulte de manière plus approfondie sur les points d'argumentation importants avant les sessions. Les différentes présentations des panélistes pourrait être encore mieux coordonnée à l'avenir, peut-être par le biais de réunions de planification et / ou une journée de préparation ensemble. Ils ont noté que l'USAID et le département d'État ont parlé de façon plus conciliante, montrant un désir de s'engager encore plus avec les organisations locales et la société civile. Ce fut positif et il faut en faire le suivi. Pourtant, dans certains cas, il y a peu de place pour la négociation de certains types de programmes et projets entrepris en Haïti par ces agences. Cela pourrait donner lieu à un travail et des actions en partenariat avec HAWG.

Les partenaires haïtiens sont très intéressés par la mise en place d'un réseau similaire au HAWG en Haïti, mieux apte à travailler avec HAWG et mener ensemble des actions internationales. Ils voudraient explorer cette semaine de plaidoyer et les autres à venir, tant à Washington, DC, qu'à Haïti, avec les partenaires HAWG & la diaspora.

A faire par la suite :

- Faire le suivi avec les officiels de USAID, du département d'Etat, du CDC et de l'administration Obama pour organiser d'autres réunions internes et leur donner les documents demandés.
- Faire le suivi avec les bureaux du Congrès sur une délégation potentielle à Haïti et les étapes nécessaires pour l'adoption de la loi sur l'évaluation des progrès, la résolution contre les violences sexuelles et la loi "Hear"
- Publier/partager les versions françaises des rapports de la semaine à DC/blogs sur Haïti et ses partenaires américains.
- Explorer avec les partenaires haïtiens la possibilité de créer à Haïti un programme similaire à celui du HAWG, plus d'activités en partenariat et la demande de notre collaboration dans ces efforts.

- Faire le suivi avec les partenaires haïtiens quand à leur idée de coproduire une lettre d'opinion/un article sur les activités.

COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA SEMAINE DE PLAIDOYER POUR HAITI

[Huffington Post](#) / [HAWG 2 Year Advocacy Week Press Release](#)

LES BLOGS ET TWITTER SUR LA SEMAINE DE PLAIDOYER POUR HAITI

[ActionAid USA](#) / [Center for Economic and Policy Research](#) / [Church World Service](#)
[Unitarian Universalist Service Committee](#) / [United Methodist General Board of Church & Society](#)

PROFIL DES INTERVENANTS

[Cliquer ici pour voir la liste des intervenants, leurs profils et liens](#)

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Ian Schwab, American Jewish World Service, ischwab@ajws.org

Elise Young, ActionAid USA, elise.young@actionaid.org

Jasmine Huggins, Church World Service, jhugginscws@gmail.com

Multiple organizations contribute on a case by case basis to issue or sector specific recommendations and positions expressed in HAWG materials. These materials are not designed to be consensus positions and have not been explicitly endorsed by each organization active in the HAWG.